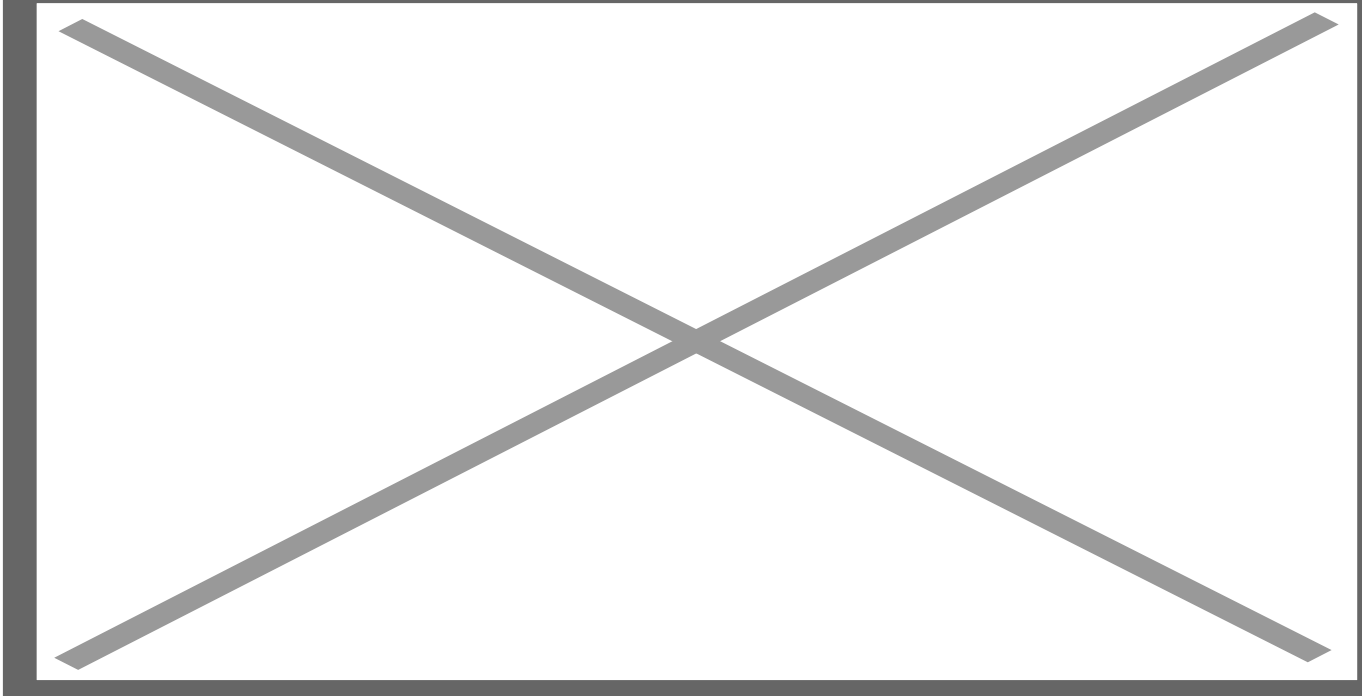


Le gouvernement cubain définit les priorités de l'agriculture pour 2025

Image not found or type unknown



La Havane, 10 mars (RHC) Les hauts responsables cubains ont appelé lundi à définir des stratégies en accord avec le Programme du Gouvernement pour corriger les distorsions et relancer l'économie avec le contrôle et l'assurance politiques nécessaires, lors du bilan annuel du Ministère de l'Agriculture (Minag).

La réunion était présidée par le premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba (PCC) et président de la République, Miguel Díaz-Canel, les membres du Bureau politique Manuel Marrero Cruz, premier ministre, et Salvador Valdés Mesa, vice-président de la République.

Étaient également présents Jorge Luis Tapia Fonseca et Ricardo Cabrisas Ruiz, vice-premiers ministres, et José Ramón Monteagudo Ruiz, chef du département agroalimentaire du PCC.

M. Marrero Cruz a évoqué l'insatisfaction qui persiste à ne pas atteindre les niveaux de production demandés par la population et la nécessité de renforcer les structures, en particulier au niveau municipal,

ainsi que le rôle de premier plan que l'organisation devrait assumer dans cette tâche.

Il a appelé au rétablissement de la légalité avec fermeté et détermination dans la lutte quotidienne contre les illégalités et les délits détectés dans les domaines de la nation caribéenne.

À ce sujet, le chef du gouvernement a signalé que la plus haute direction du pays est en train de discuter d'un nouveau cadre de sanctions contre les contrevenants dans des domaines aussi délicats que la propriété du bétail, l'utilisation des terres en usufruit et le non-respect des plans prioritaires tels que les livraisons de bétail, de porc, de lait et d'œufs, entre autres.

En ce qui concerne les contrats, il a reconnu les progrès réalisés dans ce processus, mais a insisté sur la conformité et la qualité de ce qui a été contracté, ainsi que sur la vérification des indicateurs convenus en ce qui concerne les capacités disponibles, afin d'éviter les cas de sous-traitance qui génèrent de nouvelles distorsions.

Il a également souligné l'importance d'augmenter la collecte de l'État afin d'influencer les prix, qui sont spéculatifs et abusifs pour certains produits agricoles, et de contrer le détournement des ressources et la commercialisation illégale.

« De même, il est nécessaire de renforcer la production alimentaire afin d'atteindre l'autosuffisance municipale, ce qui implique de garantir des surfaces pour différentes cultures à partir de structures locales, en conjonction avec l'organoponie, l'agriculture urbaine et l'incorporation d'un plus grand nombre d'entités dans les tâches d'autoconsommation », a-t-il souligné.

M. Marrero Cruz a également appelé à progresser dans l'exploitation correcte des terres, à consolider le fonctionnement des entreprises agricoles municipales, à inverser les lents résultats en termes d'investissements étrangers, à mieux utiliser les fonds de coopération et à identifier le potentiel local d'exportation, entre autres priorités, en collaboration avec le ministère du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger.

« Renverser la situation actuelle par le travail, l'engagement, l'effort et la conviction qu'il n'y aura pas d'aliments plus sûrs que ceux que nous sommes capables de produire dans le pays », a-t-il conclu.

Pour sa part, le ministre de l'agriculture, Ydael Pérez Brito, a évoqué en détail les actions mises en œuvre par l'organisation pour développer les infrastructures et les bases technologiques et productives, telles que la transition vers des systèmes d'irrigation utilisant les énergies renouvelables et l'agroécologie.

Il a souligné que pour consolider les résultats productifs souhaités, il est nécessaire de renforcer le contrôle et l'accompagnement dans la gestion de l'utilisation des terres, de la propriété du bétail, de la commercialisation des produits et des questions liées aux impayés et à la banque.

« Ces actions nous rapprocheront un peu plus de la haute responsabilité gouvernementale d'appliquer la loi sur la sécurité alimentaire et l'éducation nutritionnelle, qui doit régir le développement du secteur en fonction des besoins de la population », a-t-il ajouté. (Source : ACN)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/378463-le-gouvernement-cubain-definit-les-priorites-de-lagriculture-pour-2025>



Radio Habana Cuba